

# Cours - La France dans le monde

## [MB v1.4]

- **Chapitre du Livre d'histoire concerné : chap. 20, p. 374-385.**

- Programme officiel TES/L : « On présente l'enjeu de la décolonisation et les constantes de la politique étrangère, le rôle de la France dans les institutions internationales et sa place dans les échanges mondiaux, les formes de la présence française dans le monde ».
- Programme officiel TS : « On présente les constantes de la politique étrangère, le rôle de la France dans les institutions internationales et sa place dans les échanges mondiaux, les formes de la présence française dans le monde ».

## Sommaire

1. La France à la recherche d'une nouvelle place dans le monde jusqu'en 1969 .....	2
1.1. Le règlement des conflits coloniaux .....	2
1.2. Le refus de la bipolarité .....	2
1.3. De l'alliance franco-allemande à « l'Europe des Patries ».....	3
2. Après de Gaulle : la France confirme ses ambitions (1969-1991).....	5
2.1. Un nouveau rôle moteur dans la construction européenne.....	5
2.1.1. La relance européenne après avril 1969.....	5
2.1.2. Répondre au défi de l'élargissement après 1981.....	5
2.2. La défense des intérêts des pays en développement.....	6
2.3. Des moyens accrus pour une présence mondiale .....	7
2.3.1. Les moyens diplomatiques.....	7
2.3.2. Les moyens militaires.....	8
3. La France a du mal à affirmer ses ambitions dans le monde issu de la « Guerre froide » : de 1991 à nos jours.....	10
3.1. Des ambitions qui irritent une partie de l'opinion mondiale.....	10
3.2. Une présence qui passe surtout par les « poussières » d'Empire.....	12
3.3. Le relatif rayonnement culturel et économique.....	13
Conclusion.....	16

## Table des illustrations

Illustration 1: Plaque commémorative du passage de Charles De Gaulle et Konrad Adenauer à Reims en 1962.....	4
Illustration 2: François Mitterrand et Hissen Habré le 12 juillet 1987 à Paris.....	6
Illustration 3: Jacques Chirac et Saddam Hussein à Bagdad en décembre 1974.....	7
Illustration 4: le Redoutable en rade de Brest le 5 janvier 2005.....	9
Illustration 5: Site de lancement et contrôle du plateau d'Albion avant 1996.....	9
Illustration 6: Mirage IV-P, fer de lance des forces aériennes stratégiques françaises.....	10
Illustration 7: « Jacques Chirac et Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU ». Caricature de Plantu .....	11
Illustration 8: Le Charles de Gaulle à sa sortie en 1996.....	11
Illustration 9: La dispersion des territoires français dans le monde.....	13
Illustration 10: La langue française dans le monde d'aujourd'hui.....	13
Illustration 11: L'Organisation Internationale de la Francophonie dans le monde en 2005.....	14
Illustration 12: graphique de la distribution des étudiants en mobilité dans le monde.....	15

La Seconde Guerre Mondiale puis la « Guerre froide » et le mouvement d'émancipation des colonies ont affaibli durablement la France. Cependant, notre pays s'est profondément modernisé depuis 1945 et malgré la perte de son empire colonial, il essaye de « tenir son

rang »<sup>1</sup> ; il revendique encore une influence sur la marche du monde en ce début de 21<sup>ème</sup> s. Le problème est de comprendre comment les ambitions nationales se sont heurtées aux réalités changeantes du monde de la « Guerre froide » puis d'après « Guerre froide », aussi bien politiquement qu'économiquement.

# 1. La France à la recherche d'une nouvelle place dans le monde jusqu'en 1969

## 1.1. Le règlement des conflits coloniaux<sup>2</sup>

- Pendant ses années de « traversée du désert » le [général de Gaulle](#) a rédigé ses mémoires qui ont révélé, s'il en était besoin, son souci unique et lancinant : celui de « la grandeur de la France ». Il est donc naturel que, revenu aux affaires en 1958, il se soit très vite attribué comme « [domaine réservé](#) » du [Président de la République](#), le soin des problèmes internationaux. Jusqu'en 1962, les problèmes coloniaux, notamment le drame algérien, l'empêchent de mener à bien comme il l'entend une vraie politique de grandeur nationale.
- C'est à la suite d'une émeute à Alger, le 13 mai 1958, alors que les affrontements entre le pouvoir métropolitain et le [Front de Libération Nationale](#) (FLN) ont commencé dès novembre 1954, que le général de Gaulle a été rappelé au pouvoir, ce retour consacrant l'impuissance de la Quatrième République à régler le problème algérien. A peine nommé chef du gouvernement, il se rend en Algérie où il reçoit un triomphe. Aussi bien en métropole qu'en Algérie, de Gaulle semble le mieux placé pour régler au plus vite ce qui est devenu une véritable « guerre sans nom ». A deux reprises au moins, le pouvoir de la Cinquième République est pourtant mis en cause : en janvier 1960, lors de la semaine « des barricades » ; en avril 1961 surtout, où le [putsch](#) de quatre généraux met la République en péril. Malgré tout, malgré surtout la création de l'[Organisation de l'Armée secrète](#) (OAS), qui multiplie les attentats en France et en Algérie, de Gaulle poursuit sa politique : les négociations avec le FLN commencées en 1961, s'achèvent le 18 mars 1962 avec les [accords d'Évian](#) qui reconnaissent l'indépendance de l'Algérie.
- De Gaulle continue également l'œuvre entreprise sous la Quatrième République avec la [loi-cadre Defferre](#). Dès 1958, il propose aux colonies d'Afrique noire un choix entre deux solutions : soit l'indépendance immédiate (c'est le choix que fait en premier parmi les colonies la [Guinée](#) de [Sekou Touré](#)) soit l'entrée dans la nouvelle [Communauté française](#). Celle-ci, choisie par douze États d'Afrique, se révèle en fait comme une étape de transition vers l'indépendance ; en 1960, elle a déjà disparu parce que les États sont tous indépendants mais ils restent solidement alliés à la France par des accords de coopération. Il s'agit là, à l'inverse du cas algérien, d'une décolonisation réussie de façon pacifique.

## 1.2. Le refus de la bipolarité

- Pour de Gaulle il est essentiel que la France retrouve le statut de grande puissance, il est alors inévitable qu'il soit amené à remettre en cause le *leadership* américain sur l'Europe occidentale. C'est donc une politique d'indépendance qu'il met en place dès son retour au pouvoir.
- Le premier aspect de cette politique consiste à se doter d'une arme nucléaire, la « [force](#)

<sup>1</sup> Cette expression a été forgée par le général de Gaulle dans ses [Mémoires de guerre](#).

<sup>2</sup> Voir le cours sur la décolonisation pour plus de détails.

[de frappe](#) » qui permette à la France d'assurer seule sa défense<sup>3</sup> : c'est chose faite avec l'explosion de la première bombe A française au Sahara, lors des [premiers essais nucléaires](#) à Reggane en 1960. Le premier essai d'une bombe H (fusion) a lieu en 1968.

- Une fois libéré du problème algérien, de Gaulle continue activement son action qui l'amène à refuser le « grand dessein » du président Kennedy [**Livre, p. 71 doc 6**] en 1963 et à quitter la structure militaire de l'OTAN en 1966. Cependant, cette contestation de la domination américaine n'amène pas de Gaulle à renoncer aux alliances de la France ; celle-ci reste membre de l'Alliance Atlantique et, en 1962, lors de la crise de Cuba, de Gaulle, consulté par Kennedy, l'a assuré du soutien français en cas d'affrontement avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Pourtant, de Gaulle ne cesse de contester certains aspects de la politique des États-Unis, soit en critiquant [**Livre, p. 381 doc 7**] depuis [Phnom-Penh](#)<sup>4</sup> la [guerre du Viêt-nam](#) (1<sup>er</sup> septembre 1966), soit en [encourageant les Québécois](#) à prendre leur indépendance par rapport à un Canada américanisé ([discours du 24 août 1967](#)), soit enfin en exigeant, en 1965, le remboursement en or des dollars de la Banque de France.
- L'indépendance par rapport aux États-Unis passe aussi pour le général de Gaulle, par un rapprochement avec les États du bloc communiste. Celui-ci se concrétise d'une part par [la reconnaissance en 1964 de la République de Chine Populaire](#) mais surtout par un rapprochement avec l'URSS marqué par un voyage du Président français à Moscou en 1966 qui amorce une politique de coopération économique entre les deux États.
- Enfin, pour maintenir le rang mondial de la France tout en rivalisant avec les États-Unis, de Gaulle juge indispensable de faire de la France une grande puissance amie des peuples du « Tiers-Monde ». Son rapprochement avec la Chine communiste peut d'ailleurs être lu autant comme un indice de cette politique que comme une ouverture à l'Est. Il maintient sa politique de coopération avec les États d'Afrique noire, il multiplie les voyages et lance une politique de rapprochement avec les pays arabes qui l'amène en 1967, lors de la guerre des Six Jours à prendre nettement parti contre Israël qualifié de « peuple sûr de soi et dominateur ». Cette politique, assortie d'une aide financière relativement élevée, rend la France populaire dans le « Tiers-Monde ». Cependant, certains aspects demeurent peu connus de l'opinion publique, particulièrement le rôle d'hommes comme [Jacques Foccart](#), véritable « faiseurs » de Présidents africains (s'appuyant sur des réseaux d'influence dit la « [Françafrique](#) »). C'est ainsi qu'en Afrique francophone, de Gaulle affiche une relative neutralité face aux coups d'Etat qui se succèdent, mais n'hésite pas à apporter son soutien aux régimes en place quand il le juge nécessaire, allant jusqu'à faire intervenir les troupes françaises au Gabon (1964) et au Tchad (1968). En revanche, face au Nigeria anglophone, la France appuie en sous-main dès 1967, puis de plus en plus ouvertement à partir de 1968, la tentative de sécession du [Biafra](#) (qui échoue).

### 1.3. De l'alliance franco-allemande à « l'Europe des Patries »

- Contrairement à ce qu'auraient pu laisser supposer les critiques des Gaullistes de la politique européenne de la Quatrième République, de Gaulle continue celle-ci et la construction d'une Europe économique se poursuit sous ses présidences. Ainsi c'est la France qui pousse à la constitution d'une Europe agricole qui se dessine avec la création en 1962 de la Politique Agricole Commune ([PAC](#)) : celle-ci qui instaure la libre circulation des produits agricoles dans la [CEE](#), le principe de la préférence communautaire et, surtout, une garantie des prix aux agriculteurs, permet des progrès décisifs de la CEE dans le domaine agricole, progrès qui ont profité essentiellement à la France et qui ont aidé grandement à sa modernisation agricole.
- Tout en refusant absolument une Europe [supranationale](#) (en 1965 la France refuse de

3 En réalité, c'est bel et bien la Quatrième République qui avait lancé le programme nucléaire français après la désastreuse affaire de Suez en 1956 qui marqua la fin de la France comme grande Puissance mondiale.

4 Capitale du Cambodge où De Gaulle s'était rendu à l'invitation du prince [Norodom Sihanouk](#)

siéger pendant quelques mois dans les instances communautaires pour marquer son opposition à un projet de fédération européenne : c'est la politique de «[la chaise vide](#) ») et en soutenant vigoureusement une politique dite de « l'Europe des Patries » où chaque État garde jalousement son indépendance, de Gaulle n'est pas hostile à une politique européenne commune ; il l'envisage volontiers comme dominée par un axe franco-allemand<sup>5</sup>.

Il l'organise par des rapprochements avec la République Fédérale d'Allemagne (RFA), concrétisés par un [traité de coopération](#) (signé à l'Elysée le 22 janvier 1963) ainsi que par des liens privilégiés avec le chancelier [Konrad Adenauer](#), liens qui se distendent avec les successeurs de celui-ci, notamment [Ludwig Erhard](#).



*Illustration 1: Plaque commémorative du passage de Charles De Gaulle et Konrad Adenauer à Reims en 1962*

Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Floor\\_tile\\_in\\_front\\_of\\_cathedral%2C\\_Reims.jpg](http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Floor_tile_in_front_of_cathedral%2C_Reims.jpg)

- Surtout, de Gaulle veille, en s'opposant par deux fois en 1963 et en 1967 à l'entrée du Royaume-Uni (« le cheval de Troie des Américains ») dans le Marché commun, à mettre la CEE à l'abri de l'influence des États-Unis, ce qui permet à la France d'avoir une place prédominante en Europe. Cette influence de la France au sein de la CEE se révèle bien en 1965 quand, par le compromis de Luxembourg, le général de Gaulle obtient que toutes les décisions importantes de la CEE continuent d'être prises à l'unanimité de tous les États participants.

<sup>5</sup> Le 14 décembre 1965, de Gaulle déclara : « Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe ! mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien. » Pourtant, c'est bien l'Europe qui fixe le cadre de son ambition, une Europe qui va même « de l'Atlantique à l'Oural », gommant d'un trait le (provisoire) rideau de fer.

## 2. Après de Gaulle : la France confirme ses ambitions (1969-1991)

### 2.1. Un nouveau rôle moteur dans la construction européenne

#### 2.1.1. La relance européenne après avril 1969

- Elu Président de la République après la démission de Charles de Gaulle le 28 avril 1969, son ancien Premier Ministre [Georges Pompidou](#) entend assumer l'héritage du gaullisme mais en relançant la construction européenne par l'ouverture en direction du Royaume-Uni ; celui-ci intègre la CEE en 1973.<sup>6</sup>
- Mais c'est surtout le successeur de Pompidou, [Valéry Giscard d'Estaing](#) élu en mai 1974 qui démontre un engagement européen en faveur de l'élargissement de la CEE. Son projet est de soutenir les candidatures des puissances méditerranéennes (Espagne et Portugal) qui doivent conforter la place centrale de la France en rééquilibrant la Communauté vers le sud. Il est également à l'origine de plusieurs réformes importantes comme la création du [Système Monétaire Européen](#) (SME) en mars 1979 et l'élection des députés européens au suffrage universel direct. Cependant, c'est toujours l'axe franco-allemand qui est considéré par les autorités françaises comme déterminant pour l'avenir de l'Europe<sup>7</sup>.

#### 2.1.2. Répondre au défi de l'élargissement après 1981

- L'alternance que connaît la France avec l'élection du chef du [Parti Socialiste François Mitterrand](#) en mai 1981 se traduit d'abord par quelques appréhensions. Puis, le premier Président socialiste de la République devient un européen convaincu qui favorise la nomination du socialiste français [Jacques Delors](#)<sup>8</sup> à la tête de la Commission européenne de Bruxelles de 1985 à 1995. A l'origine du projet technologique « [Eureka](#) » en 1985, Mitterrand signe « [l'Acte unique européen](#) » en février 1986 et se démarque de l'héritage gaullien en acceptant que les décisions européennes commencent à être votées à la [majorité qualifiée](#) et non plus à l'unanimité. En 1988, le [transfert au Panthéon](#) des cendres de [Jean Monnet](#) donne l'occasion à François Mitterrand de réaffirmer la vigueur de son engagement européen.
- Cette politique atteint son apogée en février 1992 avec la signature du [Traité sur l'Union européenne de Maastricht](#) ; pour Mitterrand, c'est une victoire politique personnelle car il y voit le moyen d'amarrer l'Allemagne réunifiée à l'Europe. La France a aussi accepté un recul de sa souveraineté en abandonnant sa monnaie nationale au profit de l'Euro et en misant sur une politique commune de sécurité.

---

<sup>6</sup> Pour plus d'informations, voir le Cours sur la construction européenne.

<sup>7</sup> Giscard d'Estaing, homme de droite libéral, peut d'ailleurs compter à ce propos sur le soutien politique et même l'amitié personnelle du Chancelier [Helmut Schmidt](#), pourtant issu de la sociale-démocratie allemande ([SPD](#)).

<sup>8</sup> Père de [Martine Aubry](#).

## 2.2. La défense des intérêts des pays en développement

- Dès 1963, la France avait obtenu de la CEE le droit à un régime économique de faveur pour ses anciennes colonies par les [accords de Yaoundé](#) puis par la [Convention de Lomé](#) en 1975. Plus généralement, les successeurs du général de Gaulle poursuivent l'idée gaullienne selon laquelle la France doit constituer un pivot dans le dialogue « Nord-Sud » mais les initiatives de François Mitterrand pour élargir la sphère d'influence de la France en Inde et en Amérique latine ont échoué face à l'intransigeance américaine. L'Afrique reste donc le terrain privilégié de l'influence française puisque la France y consacre plus de 50 % de son [Aide Publique au Développement \(APD\)](#) ; notre pays est par ailleurs au troisième rang mondial des sommes distribuées à ce titre (0,39 % du Produit Intérieur Brut en 2005).
- L'Afrique est aussi la terre des accords de coopération bilatéraux ou multilatéraux signés avec plusieurs Etats qui étaient auparavant des colonies françaises. Le plus important concerne la zone appelée : [le franc CFA](#), une monnaie permettant à 15 pays africains de commercer avec la France à des taux préférentiels car garantis par le Trésor Public français. Mais la notion de « Pré carré »<sup>9</sup> n'est plus aussi forte qu'à l'époque du général de Gaulle même si François Mitterrand (voir ci-dessous) intervient au Tchad en 1986 ([opération « Epervier »](#)) pour soutenir le Président [Hissen Habré](#) contre l'invasion Libyenne dans la [bande d'Aozou](#).



*Illustration 2: François Mitterrand et Hissen Habré le 12 juillet 1987 à Paris*

Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Saha41.jpg>

En effet, l'influence grandissante des Etats-Unis en Afrique (et de la Chine depuis peu) contredit celle de la France dont les grandes opérations industrielles et financières sur place ont donné lieu à des scandales comme celui du pétrolier [Elf](#). De même, les interventions militaires comme celle de Côte d'Ivoire en 2003 soulèvent des

<sup>9</sup> Expression employée par [Vauban](#) au 18<sup>ème</sup> s. pour désigner les territoires soumis à l'autorité du roi de France et protégé de l'extérieur par une double ligne de villes fortifiées.

contestation locales.

- Au même moment, la diplomatie française n'oublie pas de poursuivre la politique pro-arabe du général de Gaulle. Au Moyen Orient, par exemple, l'Irak devient un partenaire recherché en raison de son système politique laïc (mais dictatorial) tenu d'une main de fer par Saddam Hussein, chef du [parti Baas](#). En septembre 1975, il se rend à Paris où il est [accueilli avec tous les honneurs par le Premier Ministre Jacques Chirac](#)... (qui déclare « Saddam sera le De Gaulle du Moyen Orient » !); Chirac s'était lui-même rendu à Bagdad en décembre 1974 pour une visite officielle.



*Illustration 3: Jacques Chirac et Saddam Hussein à Bagdad en décembre 1974*

(Source : <http://www.newsday.com/ny-saddampg.0.75158.photogallery?index=50> ; Autres photographies compromettantes : <http://image.radio-france.fr/reportage/dossiers/irak/photos/259-vignette.jpg>), [http://www.vip-blog.com/oneblogger/caps/-vip-blog-com-718638chirac\\_hussein3.jpg](http://www.vip-blog.com/oneblogger/caps/-vip-blog-com-718638chirac_hussein3.jpg) et [http://www.pariscotedazur.fr/images/avril\\_mai/chirac-hussein.JPG](http://www.pariscotedazur.fr/images/avril_mai/chirac-hussein.JPG))

-  Documentaire [Saddam Hussein, un ami de trente ans](#), *Pièces à conviction*, France 3, présenté par Elise Lucet (25 min.).

A cette époque, l'Irak et la France signent plusieurs contrats militaires portant sur la vente de Mirage, missiles, blindés, et un accord de coopération nucléaire pour un programme civil qui conduira à la livraison, par Paris, d'un réacteur ([Osirak](#)), détruit en 1981 par un bombardement israélien.

## 2.3. Des moyens accrus pour une présence mondiale

### 2.3.1. Les moyens diplomatiques

- La diplomatie française<sup>10</sup> s'appuie d'abord sur son réseau [d'ambassades](#) à travers le

<sup>10</sup> Jusque très récemment (1939), la langue française était considérée comme la langue de la diplomatie par excellence ; tous les diplomates la maîtrisaient ne serait-ce que par son infinie variété de nuances syntaxiques et lexicales qui permettait de formuler les accords internationaux de la manière la plus souple possible !

monde qui est le deuxième du monde derrière celui des Etats-Unis. Ce réseau est complété par la présence de la France au [Conseil de Sécurité des Nations Unies](#) avec les Etats-Unis, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et la République Populaire de Chine. Le prestige de la France est également renforcé par la présence à Paris du palais de [l'UNESCO](#) (*United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* c'est à dire : « L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture »), organisme onusien spécialement chargé des affaires culturelles.

- Le général de Gaulle méprisait l'ONU<sup>11</sup>, incapable selon lui de se substituer aux grandes Puissances pour gérer l'ordre mondial mais ses successeurs furent plus enthousiastes parce qu'ils avaient compris qu'elle fournirait à la France un tribunal d'expression sans commune mesure avec sa puissance réelle. Ainsi, la France est-elle depuis 1990 le quatrième contributeur au budget onusien et surtout, elle fournit le plus de « [Casques bleus](#) » pour les interventions externes comme celles du Liban dès 1978. Leur rôle consiste à [s'interposer entre des combattants potentiels](#) pour maintenir un accord de paix ou de cessez-le-feu. Par ailleurs, la politique africaine de la France lui permet de disposer des voix des pays de la zone [franc CFA](#), par exemple, lors des votes au Conseil de Sécurité élargi et à [l'Assemblée Générale](#) de l'ONU.
- Enfin, les successeurs du général de Gaulle ont perpétué les exportations d'armes, faisant de la France le troisième exportateur mondial dans les années 1980-1990. De plus, ils ont poursuivi sa politique pro-arabe en reconnaissant l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) dès 1974 même si François Mitterrand a opéré un rapprochement avec Israël (par le discours<sup>12</sup> qu'il prononça au Parlement israélien, la [Knesset](#), en 1982) afin de faire de la France un intercesseur régional incontournable. Plus généralement, la France s'est efforcée de respecter une ligne « [atlantiste](#) », c'est à dire de ne pas se heurter aux Etats-Unis tout en marquant de temps en temps sa différence. En 1979, la France refusa ainsi de s'associer aux sanctions économiques décidées par Washington contre l'URSS qui venait d'envahir l'Afghanistan<sup>13</sup>. Inversement, François Mitterrand se fit l'avocat de l'installation des « Euromissiles » en 1983... tout en refusant qu'ils fussent implantés sur le sol français selon une logique toute gaullienne !

### 2.3.2. Les moyens militaires

- La politique d'indépendance nucléaire du général de Gaulle a été scrupuleusement suivie par ses successeurs même si la politique des essais nucléaires a été stoppée en 1996 après un ultime tir dans [l'atoll de Mururoa](#) dans l'Océan Pacifique.<sup>14</sup> Par ailleurs, les crédits consacrés au nucléaire ont diminué de moitié depuis 1990 puisque désormais, on peut simuler par informatique un essai nucléaire. Le principe de la [dissuasion](#) a été peu à peu complété par la fabrication et le lancement de [SNLE](#) (sous-marin nucléaire lance-engins) patrouillant en permanence dans les océans et porteurs de [missiles nucléaires à têtes multiples M-45](#) verrouillés sur des objectifs pré-définis par l'Etat-Major des Armées en accord avec la Présidence de la République, seule habilitée à ordonner le feu nucléaire. Le premier SNLE français, le *Redoutable*<sup>15</sup> fut lancé en 1970.

11 Il l'appelait : « le machin » !

12 François Mitterrand déclara que « L'irréductible droit de vivre » appartenait à Israël et appela au respect des droits des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie

13 Elle décida même de ne pas boycotter les Jeux Olympiques de Moscou de 1980 alors que l'Amérique le fit.

14 Il est vrai que le dernier essai ordonné par le Président Chirac en juillet 1995 nous avait valu l'hostilité des nations riveraines du Pacifique-Sud comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande (et même l'Afrique du Sud), sans oublier celle de l'organisation écologiste [Greenpeace](#)

15 Son nom fut choisi en l'honneur du plus grand vaisseau éponyme de la flotte de Louis XIV, lancé en 1670.



*Illustration 4: le Redoutable en rade de Brest le 5 janvier 2005*

**Source :** [http://commons.wikimedia.org/wiki/Image:FS\\_Redoutable.jpg](http://commons.wikimedia.org/wiki/Image:FS_Redoutable.jpg)

- Ce dispositif naval fut très longtemps agrégé aux forces de dissuasion terrestres et aériennes, constituées par les missiles [SSBS-S3](#) du [plateau d'Albion](#).



*Illustration 5: Site de lancement et contrôle du plateau d'Albion avant 1996*

**Source :** [http://www.capcomespace.net/dossiers/espace\\_europeen/albion/albion%20DGSE%202005%2002.JPG](http://www.capcomespace.net/dossiers/espace_europeen/albion/albion%20DGSE%202005%2002.JPG)

et par les bombardiers stratégiques [Mirage-IV](#)<sup>16</sup>, commandés depuis Taverny dans le Val d'Oise ([base aérienne 921](#)).

---

<sup>16</sup> Retirés du service en 2005 et remplacé par le nouveau Mirage [2000-N](#)



*Illustration 6: Mirage IV-P, fer de lance des forces aériennes stratégiques françaises*

Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Mirage\\_IV](http://fr.wikipedia.org/wiki/Mirage_IV)

- Enfin, l'armée française avait également mis sur pied une force nucléaire tactique, fondée sur des missiles à plus courte portée : d'abord le système [Pluton](#) ; puis, à partir de 1994, le système [Hadès](#). Cependant, les missiles « Hadès » furent démantelés en 1997<sup>17</sup>.

### 3. La France a du mal à affirmer ses ambitions dans le monde issu de la « Guerre froide » : de 1991 à nos jours

#### 3.1. Des ambitions qui irritent une partie de l'opinion mondiale

- Avant le 11 septembre 2001, la France a tenté de faire entendre sa voix dans la tentative d'instauration d'un nouvel ordre mondial succédant à la « Guerre froide ». C'est ainsi que François Mitterrand participa à la grande coalition contre l'Irak lors de la [guerre du Golfe de 1990-1991](#). De plus, il engagea la France aux côtés de l'[OTAN](#) dans ses interventions en ex-Yougoslavie et en souscrivant aux accords de limitation des armements.<sup>18</sup>
- En dépit du soutien de Jacques Chirac à l'Amérique dès le jour du 11 septembre, le refus presque systématique de s'aligner sur les positions américaines est devenu caricatural avec la [deuxième guerre du Golfe en mars 2003](#)<sup>19</sup>. En fait, la France n'étant plus une grande Puissance mais disposant toujours du [droit de veto](#) au Conseil de Sécurité restreint, fait souvent figure de gêneur<sup>20</sup> dont les ambitions ne sont pas en rapport avec ses moyens réels. Même dans le cadre de la construction européenne, la France fait de moins en moins figure de *leader* en dépit de la réaffirmation du couple franco-allemand

<sup>17</sup> En 1996, la France fit évoluer son système de dissuasion nucléaire tripartite (missiles lancés de silos plateau d'Albion, missiles lancés d'avions et missiles lancés de sous-marins) vers un système entièrement basé sur les sous-marins, complété par les Forces Aériennes Stratégiques (FAS). En conséquence, les missiles Hadès furent démantelés (le dernier le 23 juin 1997).

<sup>18</sup> Cependant, François Mitterrand, ne cacha jamais ses sympathies pro-serbes, fondées sur l'héritage historique des relations franco-serbes depuis 1914.

<sup>19</sup> Voir le cours sur les Relations Internationales.

<sup>20</sup> Cette attitude valut à la France les reproches de [Condoleeza Rice](#), Secrétaire d'Etat américaine qui déclara en 2003, après la réticence de certains pays européens devant la perspective [d'attaquer l'Irak](#), qu'il fallait « pardonner à l'Allemagne et punir la France ».

par Jacques Chirac et [Gerhard Schröder](#) : depuis 2004 et l'élargissement à 25 puis 27 1<sup>er</sup> janvier 2007), le rééquilibrage à l'Est de l'Europe profite surtout à l'Allemagne et la victoire du « non » au [référendum portant sur le projet de Constitution européenne](#) en 2005 a désolidarisé la France d'une partie de ses partenaires au sein de l'Union européenne.

- Par ailleurs, depuis le début du 21<sup>ème</sup> s., le rôle des fonctionnaires français au sein des institutions européennes a tendance à s'amenuiser. Les Commissaires francophones sont de moins en moins nombreux et les décisions prises à Bruxelles ou même à Strasbourg le sont de moins en moins à l'initiative de la France...



Illustration 7: « Jacques Chirac et [Kofi Annan](#), Secrétaire général de l'ONU ». Caricature de [Plantu](#)

Source : journal quotidien *Le Monde* du 21-22 septembre 2003

- Cependant, la France a aussi profité de l'après « Guerre froide » pour moderniser une partie de sa force militaire. Ainsi, la Marine nationale a-t-elle été enfin dotée d'un premier porte-avion à propulsion nucléaire, le [Charles de Gaulle](#).



Illustration 8: Le Charles de Gaulle à sa sortie en 1996

Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Gaule96.jpg>

Le 22 février 1996, Jacques Chirac a annoncé qu'il supprimait le [service militaire obligatoire](#) de manière à professionnaliser les [forces armées](#). Désormais, la France compte<sup>21</sup> 134 000 soldats engagés et 15 500 réservistes opérationnels, 19 000 anciens militaires dits « réserve citoyenne non-contingentée » et 25 700 civils sous contrat. Son budget est de 9 milliards d'euros. Mais la capacité de projection de cette armée est loin de valoir celle des Etats-Unis : la France n'a pu déployer que 1 200 hommes en Bosnie et 3 200 au [Kosovo](#) en octobre 2003 par exemple ; ils ne sont que quelques centaines en Afghanistan depuis 2002....

### 3.2. Une présence qui passe surtout par les « poussières » d'Empire

- Fondamentalement, la géographie de la France donne la mesure de sa faible importance : à peine plus de 1 % de la population mondiale sur un territoire qui ne recouvre que 0,7 % des terres émergées ce qui nous classe respectivement aux 20<sup>ème</sup> et 41<sup>ème</sup> rangs mondiaux<sup>22</sup>.
- En plus du [territoire métropolitain](#), la France a conservé quelques « confettis » de son Empire colonial passé [**Livre, p. 377 doc 1**]. Il s'agit de l'ensemble des Départements d'Outre-mer ([DOM](#)) dont le statut juridique remonte à 1946. [**Livre, p. 383 doc 1**] : La Réunion, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. La révision constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République comporte d'importantes dispositions relatives aux collectivités territoriales situées outre-mer. On peut d'abord noter que la Constitution désigne nominativement chacune d'entre elles (article 72.3) et marque ainsi solennellement leur appartenance à la République. De plus, la notion de « peuples d'outre-mer » issue du texte de 1958 disparaît dans sa nouvelle rédaction : « la République reconnaît, au sein du peuple français, les populations d'outre-mer » (article 72.3 alinéa 1er).

Ils sont complétés par des [Collectivités d'Outre-mer](#) (Mayotte, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna, Saint-Martin, Saint-Barthélemy) depuis la réforme constitutionnelle de 2003, ainsi que par toute une série de terres inhabitées : les terres australes et antarctiques françaises (îles Saint-Paul et Amsterdam, îles Crozet, îles Kerguelen, Terre Adélie, Îles Éparses) et l'île de Clipperton. Enfin, la Nouvelle-Calédonie [[carte](#)] est un cas particulier : suite à des mouvements indépendantistes canaques animés par [Jean-Marie Tjibaou](#) au début des années 1980, [les accords de Nouméa](#) signé en mai 1988 en ont fait une collectivité à statut particulier ; un référendum local portant sur son indépendance ou son maintien au sein de la République française est prévu en 2014/2019.

21 Au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

22 Même si la France compte encore pour 5 % du Produit Mondial Brut.

### Les collectivités territoriales situées outre-mer



Illustration 9: La dispersion des territoires français dans le monde

Source : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/outre-mer/carte-collectivites-territoriales.shtml>

- Cette dispersion offre à la France un très important domaine maritime mondial, le deuxième au monde derrière celui des Etats-Unis grâce au concept juridique de « Zone Economique Exclusive » ([ZEE](#)) : la ZEE française s'étend sur 11 millions de km<sup>2</sup> soit 22 fois le territoire métropolitain !

### 3.3. Le relatif rayonnement culturel et économique

- C'est la [francophonie](#) [[carte](#)] qui constitue aujourd'hui le fer de lance de l'influence culturelle française dans le monde. On peut la définir [[Livre, p. 380 doc 1](#)] comme l'ensemble des Etats et des populations qui partagent la langue française soit comme langue officielle, soit comme langue culturelle, soit comme héritage historique préservé par une élite plus ou moins restreinte.

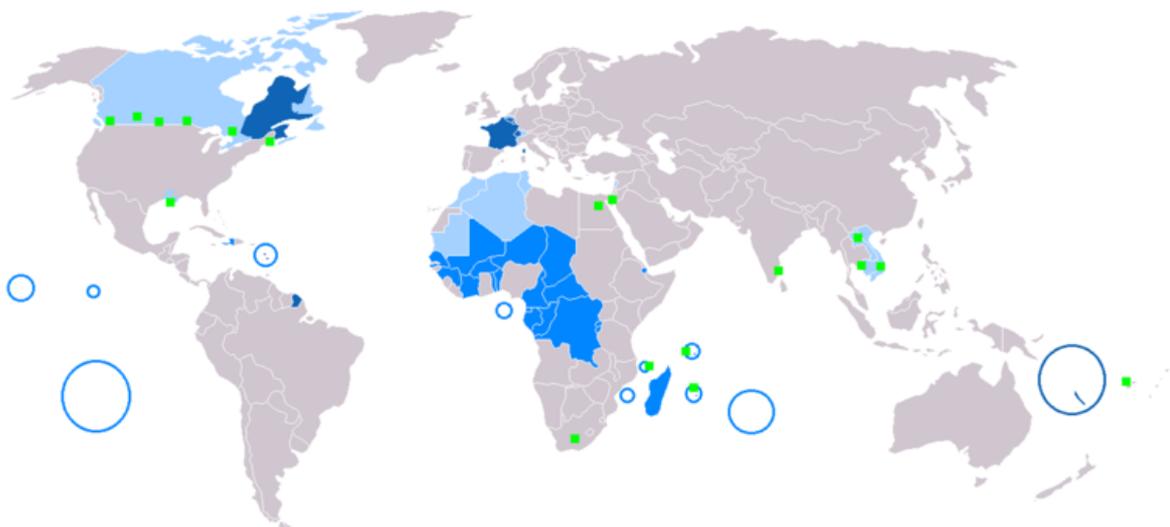
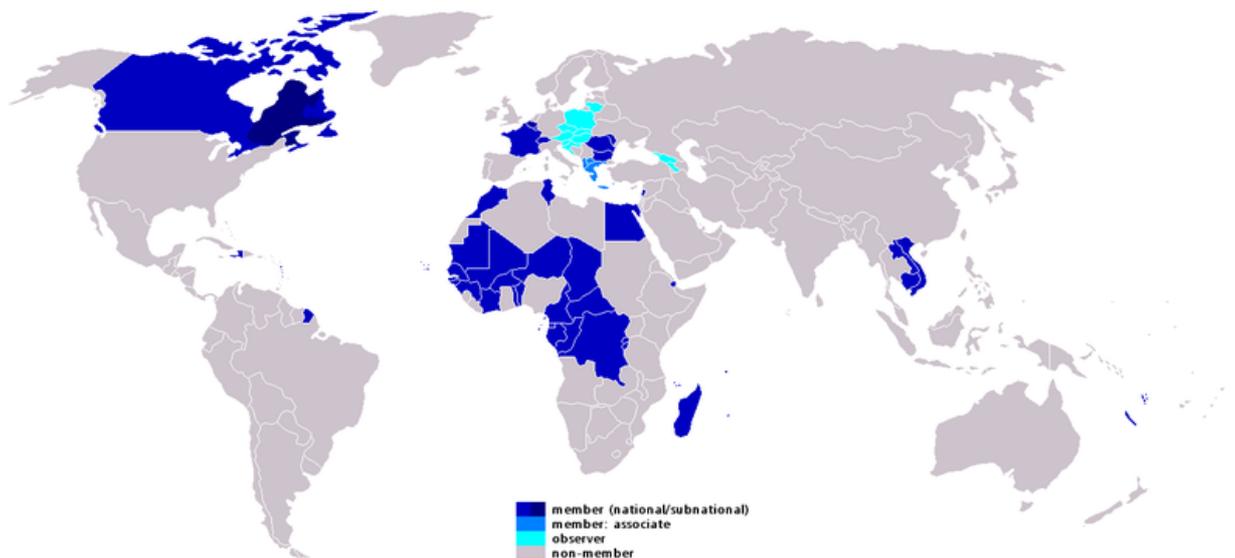


Illustration 10: La langue française dans le monde d'aujourd'hui

**Source :** [http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Map-Francophone\\_World.png](http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Map-Francophone_World.png) ; **Légende :** Bleu foncé : langue maternelle ; Bleu : langue administrative ; Bleu clair : langue importante et/ou langue de culture ; Vert : minorités francophones.

Onzième langue parlée dans le monde avec 169 millions de personnes en 2005, le français bénéficie depuis 1986 de la tenue régulière de Sommets de la Francophonie qui regroupent régulièrement les [55 Etats-membres](#). Une [Charte](#), a été adoptée par la XXI<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de la Francophonie à [Antananarivo](#), le 23 novembre 2005. Dès novembre 2004 à [Ouagadougou](#), lors du X<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie, un Cadre stratégique décennal avait défini les objectifs et les moyens de l'[Organisation internationale de la Francophonie](#) (OIF) lui permettant d'exercer une influence dans les affaires internationales et de contribuer à relever avec succès certains des défis de la mondialisation.



*Illustration 11: L'Organisation Internationale de la Francophonie dans le monde en 2005*

**Source :** [http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Map-Francophonie\\_organisation\\_2005.png](http://fr.wikipedia.org/wiki/Image:Map-Francophonie_organisation_2005.png)

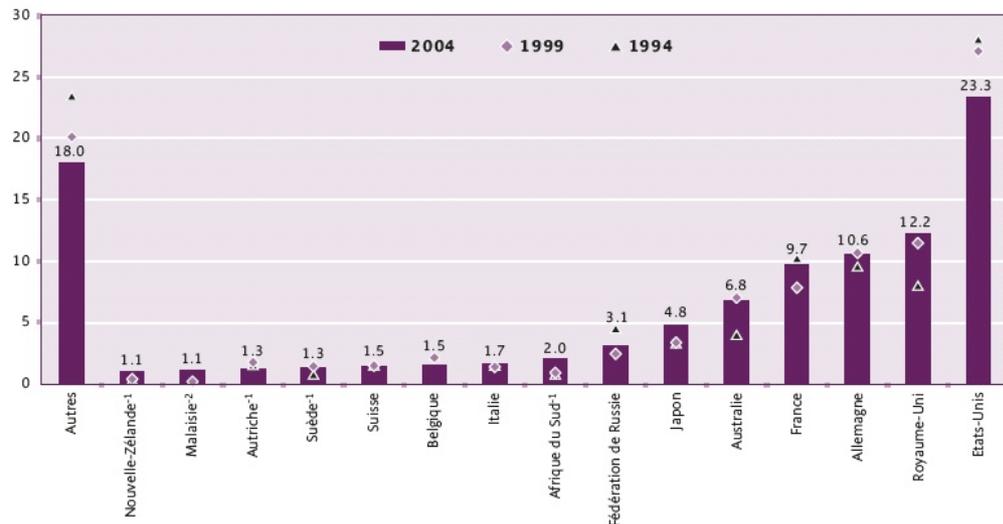
- Les États et gouvernements membres de l'OIF ont choisi, pour la prochaine décennie, de structurer le périmètre des interventions de l'organisation autour de quatre missions, dans des domaines où son expérience et son savoir-faire ont déjà fait leurs preuves :
  - la promotion de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique ;
  - la promotion de la paix, de la démocratie et des droits de l'Homme ;
  - l'appui à l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ;
  - le développement de la coopération au service du développement durable et de la solidarité.

Elle bénéficie également du réseau de 130 [Lycées ou écoles](#) dans le monde et de 138 centres appelés [Alliance française](#). Enfin, la francophonie s'appuie sur des médias internationaux : la radio [RFI](#) (Radio-France Internationale) et une chaîne de télévision appelée [TV5. France 24](#), une chaîne de télévision française d'information internationale en continu (« CNN à la française »), a été lancée le 6 décembre 2006.

- Selon les statistiques de l'UNESCO, la France était en 2004 le quatrième pays d'accueil pour les étudiants étrangers ; si les chiffres sont nettement inférieurs à ceux des Etats-Unis, la France n'en demeure pas moins une destination universitaire non négligeable à l'échelle mondiale.

### Quelle est la destination des étudiants en mobilité ?

Distribution de l'ensemble des étudiants en mobilité dans le monde par pays de destination, en 1994, en 1999 et en 2004



Couverture : Voir Graphique 13.

Notes : <sup>1</sup> Les données se rapportent à 2003.

<sup>2</sup> Les données se rapportent à 2002.

Pour les pays qui n'ont pas fourni de données en 2004, le nombre le plus récent d'étudiants en mobilité renseigné est exprimé en pourcentage du total mondial des étudiants en mobilité en 2004.

Le Canada n'est pas présenté parce que l'année la plus récente pour laquelle des données ont été fournies est 2001 et qu'on ne peut comparer les tendances. La tendance pour le Royaume-Uni est basée sur les données de citoyenneté et a été ajustée avec les données relatives à la résidence des étudiants en 2004.

Source : Institut de statistique de l'UNESCO ; année de référence 2004 : tableau statistique 9, années précédentes : base de données de l'ISU.

### Illustration 12: graphique de la distribution des étudiants en mobilité dans le monde

Source : [http://www.uis.unesco.org/ev.php?ID=6020\\_201&ID2=DO\\_TOPIC](http://www.uis.unesco.org/ev.php?ID=6020_201&ID2=DO_TOPIC)

- En fait, la France montre les limites de son influence par ses difficultés pour s'adapter aux défis de la mondialisation dont l'aspect culturel n'est qu'un volet. Elle s'oppose à la standardisation des modes de vie en dénonçant une mondialisation qui ferait fi du respect des Droits de l'Homme. La France a toujours donné l'image d'un pays marqué par un certain art de vivre<sup>23</sup> mais si Paris demeure la première place financière d'Europe continentale et si la France un des pays qui a reçu le plus d'investissements directs étrangers (IDE) parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les rigidités structurelles, signalées par de nombreux rapports officiels étrangers (OCDE, Union Européenne...) et français, entravent le dynamisme. En 1999, les prélèvements obligatoires ont atteint 45 % du Produit Intérieur Brut (PIB) alors que le chômage frappe 2,8 millions de personnes et la précarité, plus de 3,7 millions.
- La traditionnelle vision de la France, quatrième puissance économique mondiale à la fin du 20<sup>ème</sup> s. n'est plus qu'un souvenir puisqu'en 2007, la France (6<sup>ème</sup> rang) est devancée par le Royaume-Uni (5<sup>ème</sup>) et par la République Populaire de Chine (3<sup>ème</sup>)...
- La France demeure (en 2007) la première destination touristique mondiale, le quatrième exportateur mondial, le deuxième pour les services et les produits agricoles et agro-alimentaires. Le taux de couverture était de 96 % en 2005 ([graph. INSEE](#)). En 2006, le déficit du commerce extérieur s'est élevé à 29,2 milliards d'euros.
- Le premier client de la France est l'Allemagne. Ce pays est aussi son principal fournisseur. Les autres principaux partenaires sont les pays riches, principalement ceux de l'Union européenne ([graphique 2006](#) ; [données statistiques détaillées](#)).

23 Immortalisé par un des plus brillants homme politique français, [Talleyrand](#) (1754-1838), qui expliquait que « Qui n'a pas vécu dans les années voisines de 1780 n'a pas connu le plaisir de vivre ». Un expression allemande datant du Moyen-Âge dit même : « Heureux comme Dieu en France » !

- Selon un rapport de la DREE (2002), les entreprises françaises possèdent plus de 22 000 filiales à l'étranger qui emploient environ 5 millions de personnes. Dans l'UE à 25 d'avant 2007, c'est la Pologne qui reçoit le plus de filiales françaises.

## Conclusion

- Obsédé par la grandeur de la France, le général de Gaulle a mené une politique qui, dans le domaine des relations avec l'allié privilégié que sont les États-Unis, était sensiblement différente de celle de ses prédécesseurs. Cette ambition de traiter d'égal à égal avec la première puissance du monde l'amena à nouer des liens avec les pays du bloc communiste, à chercher à constituer pour la France une zone d'influence dans le « Tiers-Monde » après avoir réglé les problèmes de décolonisation qui avaient provoqué l'agonie de la Quatrième République. Cette politique de grandeur de la France, si elle permet effectivement à la France de jouir d'une grande popularité dans les pays en voie de développement (particulièrement dans le monde arabe) n'a pas abouti cependant au rêve gaullien d'une France égale en puissance aux États-Unis ; ceux-ci restent plus que jamais les leaders du bloc occidental. Le décalage entre nos grandes ambitions et la réalité de nos moyens limités explique en grande partie la perception d'une France « arrogante » et donneuse de leçon par nombre de nos partenaires internationaux.
- De même, en ce qui concerne la poursuite de la construction européenne, il faut bien constater que, si les rapports privilégiés avec l'Allemagne se poursuivent encore actuellement (la première visite du président Nicolas Sarkozy, élu en mai 2007, a été pour [Angela Merkel](#) la chancelière de la République Fédérale d'Allemagne), dès sa démission en 1969, le successeur du général de Gaulle, [Georges Pompidou](#), acceptait l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. Pourtant tous ses successeurs, quels qu'ils soient, se sont toujours réclamés de lui, des orientations fondamentales de sa politique, et de son ambition pour la France, et il faut bien constater que nul après lui (même en période de cohabitation) n'a modifié une tradition non écrite, imposée par le général de Gaulle : celle qui consiste à faire des Affaires étrangères et de la défense nationale le « domaine réservé » du Président de la République.